



Arrêté n° 19-11/120-PREF-SDS
portant interdiction temporaire de vente et d'utilisation de produits chimiques,
inflammables ou explosifs dans le département d'Eure-et-Loir

LE SECRETAIRE GENERAL,
PREFET D'EURE-ET-LOIR PAR INTERIM
Chevalier du Mérite agricole

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2215-1 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le code pénal, notamment son article L.322-11-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 22 août 2017, portant nomination de M. Régis ELBEZ, Secrétaire Général de la préfecture d'Eure-et-Loir,

Considérant l'intérim de droit exercé par M. le Secrétaire Général d'Eure-et-Loir du 12 au 17 novembre 2019 inclus,

Vu l'arrêté de M. le Secrétaire Général, Préfet d'Eure-et-Loir par intérim en date du 8 novembre 2019, portant délégation de signature au profit de Mme Juliette AUBRUN, Directrice de Cabinet,

Considérant les événements nationaux générés par les manifestations des « gilets jaunes » et les intentions de manifester connues à ce jour ;

Considérant les incidents à l'occasion des manifestations sur les voies publiques et dans les lieux de rassemblement, incidents aggravés par l'usage inconsidéré de produits chimiques, inflammables ou explosifs ;

Considérant qu'une manifestation nationale est prévue à Paris ainsi que dans de nombreuses agglomérations et notamment à Nantes, les 16 et 17 novembre 2019, dans le cadre du 53ème samedi de mobilisation des « gilets jaunes », date anniversaire de la première mobilisation;

Considérant le prévisible déplacement tant vers Paris que vers Nantes des manifestants les plus radicaux via les axes routiers du département d'Eure-et-Loir ;

Considérant la nécessité de prévenir tout acte de violence sur la voie publique en Eure-et-Loir ;

Sur la proposition de Mme la Directrice de cabinet,

Arrête :

Article 1^{er}. L'acquisition, le transport et l'utilisation par des particuliers de récipients contenant des produits chimiques, inflammables ou explosifs, sous la forme liquide, solide ou gazeuse (en particulier : essence, acide chlorhydrique, acide sulfurique, soude, chlorate de soude, alcools à brûler et solvants...) dans des établissements commerciaux ou dans les stations-services implantés sur tout le territoire du département d'Eure-et-Loir, à l'exception de toute festivité organisée par les communes, est interdite du samedi 16 novembre 2019 à 00h00 au dimanche 17 novembre 2019 à 24h00, sans préjudice d'une abrogation anticipée dès lors que l'ordre public sera rétabli.

Article 2. Les infractions au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3. La présente décision peut faire l'objet, dans les deux mois de sa publication,

- soit d'un recours administratif gracieux auprès de la préfète d'Eure-et-Loir ou hiérarchique auprès du Ministre de l'intérieur,
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Orléans.

Article 4 : Madame la Directrice de Cabinet, Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Dreux, Madame la Sous-préfète de l'arrondissement de Châteaudun, Monsieur le Sous-préfet de l'arrondissement de Nogent-le-Rotrou, Monsieur le Directeur départemental de la sécurité Publique et Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie départemental d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A Chartres, le 15 novembre 2019

Pour le Préfet par intérim et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,


Juliette AUBRUN